

Une cinquantaine de personnalités parrainent des enfants français de jihadistes et appellent à les rapatrier

Les parrainages concernent des enfants retenus dans le camp de Roj, dans le nord-est de la Syrie. Leurs parrains et marraines réclament leur rapatriement à l'Etat français.



Stéphane Pair
Radio France



Familles de jihadistes dans la région de Baghouz (Syrie) lors de leur reddition auprès des forces spéciales kurdes, en mars 2019.
(RADIO FRANCE)

Audrey Fleurot, Jacques Doillon, Sophia Aram, Carole Bouquet ou **Charles Berling**... Près de 50 personnalités des arts et des lettres ont décidé de parrainer des enfants français de jihadistes détenus dans les camps du Nord-est syrien. Ils en appellent à la France, et demandent, mardi 19 octobre, leur retour pour des raisons humanitaires. « *Chaque personnalité a un filleul ou une filleule et saisit les autorités en disant que c'est son filleul et qu'il veut qu'il rentre* », explique l'avocate **Marie Dosé**, qui porte avec d'autres ce projet de parrainage.

Alors qu'une trentaine d'enfants ont été rapatriés de ces camps, tenus par des forces kurdes, plus de 200 d'entre eux – dont beaucoup d'orphelins – restent prisonniers. Les deux tiers de ces enfants ont moins de 7 ans. Certains vont connaître leur quatrième hiver dans les camps syriens.

Une situation « injuste »

Cela fait quatre ans que c'est le statu quo pour les « enfants de Daech », ce qui embarrasse toujours la diplomatie française. Lors de l'examen de la requête de deux couples, qui ont réclamé devant la Cour européenne des droits de l'Homme, fin septembre, le rapatriement de leurs filles et de leurs petits-enfants en France, le représentant du ministère des Affaires étrangères a réaffirmé que « *ces enfants – bien que français – ne relèvent pas* » de la juridiction française.

Les personnalités de la culture qui se sont engagées auprès des enfants ne l'entendent pas de cette oreille. « *C'est tellement injuste, se désole la réalisatrice Marie-Castille Mention-Schaar. Leur seul crime est d'être nés, d'avoir eu des parents qui les ont emmenés au nom de leur croyance.* »

Pour les personnalités participantes, tout comme les porteurs de ce projet, l'approche de l'élection présidentielle fait craindre le gel de toute solution, pour des raisons électoralistes. « *La vérité est qu'il n'y a pas qu'une seule France. Il y aussi a toute une France qui veut le rapatriement de ces enfants* », affirme l'avocate Marie Dosé. Elle s'interroge : « *Que va-t-on leur expliquer dans dix ou quinze ans ? Qu'est-on en train de leur faire payer ?* » •